archive sonore
mai 2014
08

Rencontres européennes

Pour une Union européenne forte, ouverte, démocratique et solidaire

ACCORD STRATÉGIQUE DE COOPÉRATION
(2013-2015)

ÉLECTIONS EUROPÉENNES : NOUVEAUX ENJEUX ? NOUVEAUX ACTEURS ?

FIL ROUGE : LUTTER CONTRE LA PRÉCARITÉ ÉNERGÉTIQUE EN EUROPE

SOMMAIRE

Édito / Agenda page 3

Focus : Élections européennes

Élections européennes : en avant toute ! page 5

Table ronde : “Élections européennes : quels enjeux ?”
- programme page 7
- synthèse page 8
- échanges avec la salle page 12
- le point de vue syndical, *par Bernadette Ségol* page 13

Élections européennes, pourquoi voter ? page 14

Les Entretiens
- Gérard Andreck page 15
- Ute Meyenberg page 16
- Philippe Cayla page 17
- Philippe Da Costa page 18

Fil rouge

La Précarité énergétique en Europe page 19

Le Projet “Achieve” page 20

Aller plus loin

Lexique page 21

Liens utiles page 22

Publications récentes page 23

ÉDITO

L'EUROPE C'EST VOUS, C'EST NOUS, C'EST TOI !

Le 24 avril 2014, une table ronde modérée par le directeur du Bureau permanent du Parlement européen en France, monsieur Alain Barrau, a tenu toutes ses promesses. Ce que vous découvrirez dans ces pages, c'est qu'au fond l'Europe n'est pas notre ennemie mais au contraire une solution. Ce numéro rend compte de ce qui unit Notre Europe-Institut Jacques Delors pour le Groupe Expert chargé de la mise en œuvre de l'accord stratégique de coopération entre Notre Europe-Institut Jacques Delors et le Groupe Macif : la même volonté d'une construction européenne plus protectrice que soumise, avec une meilleure prise en compte des intérêts sociaux et économiques des citoyens. C'est là que se situent les enjeux des prochaines élections. En se rendant aux urnes, chaque citoyen ne doit pas oublier qu'il pèsera dans la désignation du prochain président de la Commission européenne.

« Élections européennes de 2014 : le débat c'est maintenant ! » Choisissons notre député en toute liberté et en conséquence. Décidons de la figure de l'Europe qui sortira des urnes le 25 mai 2014 !

Dans ce numéro nous avons introduit une petite nouveauté, avec la création d'un fil rouge qui rappelle les événements passés - mais toujours d'actualité - et une vue circulaire sur les événements à venir. Cet agenda c'est aussi le vôtre.

Gérard Millet pour le Groupe Expert

AGENDA

PROCHAINS RENDEZ-VOUS DES RENCONTRES EUROPÉENNES

13 juin 2014

8.30 >12.30 **L'UE en mai 2014 : 10ème anniversaire de l'élargissement**
Élections européennes : les nouveaux rapports de force

Siège parisien du Groupe Macif - Auditorium - Conférence

Le 1er mai 2004, dix pays ont rejoint l'Union Européenne, les pays d'Europe Centrale et Orientale, ainsi que Chypre et Malte, suivis ensuite en 2007 par la Roumanie et la Bulgarie. Dernière entrée en date, la Croatie fait partie de l'UE depuis le 1er juillet 2013.
À l'occasion du dixième anniversaire de l'élargissement de l'UE, les ambassadeurs de ces pays sont invités à dresser le bilan et les perspectives de cette nouvelle configuration. Cette conférence sera précédée d'une intervention d'Yves Bertoncini, qui analysera les résultats des dernières élections du Parlement européen.

inscription : inscription@notre-europe.eu

23 septembre 2014

9.00 > 17.00 **Pour un modèle participatif de l'efficacité énergétique dans le bâtiment**

En coproduction avec le Comité économique et social européen et la Macif Île-de-France.
Siège parisien du Groupe Macif - Auditorium - Conférence

L'efficacité énergétique constitue un des volets majeurs de la transition énergétique. Celle-ci passe par la rénovation du parc immobilier vieillissant del'UE. De nombreuses autres solutions peuvent également être mises en œuvre. Quel cadre réglementaire ? Quels sont les obstacles majeurs du côté de l'offre et de la demande ? Quels sont les acteurs du changement ? Comment avoir une approche participative ? Autant de champs d'investigation qui seront abordés au cours de cette conférence qui réunira différents acteurs de la société civile et spécialistes des questions énergétiques. La conférence sera suivie de la visite du chantier d'un bâtiment à haute efficacité énergétique.

ELECTIONS EUROPÉENNES :

NOUVEAUX ENJEUX ?
NOUVEAUX ACTEURS ?

Il ne fait aucun doute que les prochaines élections européennes seront axées sur la crise économique et sociale et ses effets dans les différents États membres. Pour chacun d'eux, et dans l'intérêt des citoyens, des stratégies sont possibles pour y faire face. La tribune de Notre Europe - Institut Jacques Delors que nous publions ici, et les propos échangés lors de la table ronde du 24 avril dernier, identifient à la fois les enjeux et les défis qui nous attendent.

***Les expressions en exergue renvoient au lexique page 22**

ÉLECTIONS EUROPÉENNES : EN AVANT, TOUTE !

Une tribune de Jacques Delors, António Vitorino, Pascal Lamy, Yves Bertoncini et des membres du Comité européen d'orientation (CEO) 2013 de Notre Europe

Les élections européennes des 22-25 mai 2014 constituent un rendez-vous majeur, à la mesure de la crise multiforme que traverse la construction européenne. Ce grand rendez-vous démocratique doit nous inciter à relever trois défis politiques complémentaires, via des propositions rappelant le sens de l'UE, parachevant la zone euro et alimentant une confrontation partisane ouverte et résolue.

Re-positiver la Grande Europe

Le surcroît d'attention récemment accordé à la crise de la zone euro ne doit pas faire oublier que les prochaines élections européennes concernent la « Grande Europe » (c'est-à-dire l'Union européenne à 28) : c'est à cette échelle-là que nos pays et concitoyens, unis dans la diversité mais désormais réconciliés, doivent écrire les nouvelles pages de leur aventure communautaire.
La « Grande Europe », c'est plus que jamais la bonne échelle pour affirmer le rôle accru de l'UE dans la mondialisation, que la plupart de ses peuples souhaite renforcer, bien conscients que l'union fait la force. L'UE s'est déjà dotée de politiques d'élargissement et d'aide extérieure qui seront mises en débat à l'occasion de la prochaine campagne électorale. Il en sera de même de la politique commerciale, en ces temps de négociations transatlantiques, des efforts européens visant à mieux réguler la « finance folle », qu'il faut amplifier, ainsi que des balbutiements de l'UE en matière migratoire. L'engagement diplomatique et militaire des Européens doit enfin être renforcé, au moins dans leur voisinage proche, y compris sur la base de coopérations restreintes.
La « Grande Europe », c'est aussi l'horizon pertinent pour poursuivre les efforts engagés en matière de protection de l'environnement et de climat, ainsi que pour encourager les processus de transition énergétique. C'est tout le sens du projet de « Communauté européenne de l'énergie » que nous promouvons, afin de répondre à des aspirations prioritaires pour les citoyens et les États de l'UE (compétitivité de l'industrie, sécurité d'approvisionnement, protection de l'environnement, etc.)
La « Grande Europe », c'est enfin le marché unique, qui peut encore être approfondi dans le domaine des services, de l'économie numérique et des grandes infrastructures, afin de créer davantage de croissance et d'emplois ; qui doit permettre une libre circulation des travailleurs à la fois plus fluide et mieux encadrée (en particulier en matière de détachement) ; et qui doit faire l'objet de davantage d'harmonisation sociale et fiscale, afin d'atténuer les tensions entre Ouest et Est ou centre et périphérie.

Parachever l'Union économique et monétaire

La crise a mis en évidence les failles liées au déséquilibre entre union monétaire et union économique, tout en faisant désormais apparaître la zone euro comme le creuset politique d'une intégration accrue, fondée sur des droits et devoirs spécifiques en termes de discipline et de solidarité.
Il convient donc d'abord de poursuivre les actions de solidarité et de contrôle déjà engagées : mise en place d'une véritable « union bancaire », fondée sur une supervision européenne des banques, sur une contribution des acteurs financiers à leur propre sauvetage et sur une réduction des divergences des taux d'intérêt que doivent payer entreprises et ménages ; amélioration de la coordination européenne en matière de politiques économiques et sociales des États membres, afin de prévenir les excès et les dérives menaçant le fonctionnement de l'union monétaire, via des incitations financières accordées aux États membres engageant des réformes ; création de mécanismes d'assurance contra-cyclique sous différentes formes entre États de la zone euro ; mutualisation partielle de l'émission des dettes nationales face aux risques de crise systémique qui demeurent…
Parachever l'union économique et monétaire, c'est aussi lui donner une dimension sociale spécifique, en s'appuyant sur les partenaires sociaux, par exemple pour mieux organiser la libre circulation des travailleurs ou la prise en charge européenne des victimes des ajustements structurels, au premier chef les jeunes. C'est lui donner des moyens spécifiques de soutenir la croissance via des investissements massifs, tant pour accélérer la sortie de la grave crise économique et sociale actuelle, qui menace sa cohésion et son dynamisme, que pour mettre en place les conditions d'un développement humain écologiquement responsable.
Il faut enfin compléter la gouvernance de la zone euro en réunissant à nouveau sur une base régulière des « sommets de la zone euro », en dotant l'eurogroupe d'un président à plein temps, et en permettant aux parlementaires nationaux et européens de mieux exercer leurs pouvoirs de contrôle démocratique, à Bruxelles comme dans les capitales nationales.

Promouvoir la construction européenne sur la base d'alternatives claires

C'est en formulant un double agenda positif au niveau de l'UE et de la zone euro qu'il sera possible de donner tout son sens à la campagne électorale, qui se développera sur deux registres complémentaires.
Il s'agit tout d'abord de réaffirmer sa confiance dans la construction européenne, en valorisant les acquis fondamentaux que sont par exemple l'esprit de réconciliation et le principe de libre circulation. Les partis extrémistes entendent faire des prochaines élections une sorte de référendum pour ou contre l'UE ou l'euro, en tirant parti de la dégradation de son image engendrée par la crise et sa gestion. Refaisons inlassablement la preuve de l'Europe, avec résolution et ouverture d'esprit, sur la base d'une vision large des opportunités et menaces géopolitiques auxquelles elle fait face.
Les prochaines élections européennes doivent aussi permettre une confrontation partisane claire entre des approches différentes du fonctionnement, des politiques et de l'avenir de l'UE. Il s'agit de mettre en exergue les divergences qui séparent les conservateurs, les libéraux, les sociaux-démocrates, les écologistes, la gauche radicale et les autres forces politiques, et ainsi de permettre aux électeurs de départager leurs programmes pour l'UE à l'horizon 2020.
Dans cette perspective, il est bienvenu que les forces partisanes européennes soient en passe de désigner leurs candidats à la présidence de la Commission, afin de personnifier les enjeux du débat et du scrutin. C'est aussi parce que les Européens pourront mettre des visages sur les principales orientations de la construction européenne, mais aussi sur les clivages qui structurent la vie politique de l'UE, qu'ils pourront se saisir pleinement du grand rendez-vous démocratique du printemps prochain, en France comme en Europe.

Aux urnes, chers concitoyens !

Cette tribune rédigée en novembre 2013 a été publiée dans la presse européenne par les titres suivants : Euractiv.com (UE), Le Figaro (France), Handelsblatt (Allemagne), La Libre Belgique (Belgique), Publico (Portugal), La Razón (Espagne), La Repubblica (Italie), Le Temps (Suisse), To Vima (Grèce), Agence Europe, magazines et revues syndicales et sociales.

Table ronde : "Élections européennes : quels enjeux ?"

Programme

24 avril 2014

Introduction par
Annie QUILLON, administratrice du Groupe Macif
Nicole GNESOTTO, vice-présidente de Notre Europe – Institut Jacques Delors

10.30 >11.30 Ouverture par Yann MENS, rédacteur en chef d'Alternatives internationales :
« Un Monde sans tête »

Table ronde
Pervenche BERÈS, députée européenne (PS)
Jean-Jacob BICEP, député européen (Vert/ALE)
Jean-Marie CAVADA, député européen (UDI/MoDem - Les Européens)
Constance LE GRIP députée européenne (UMP/PPE)
Patrick LE HYARIC, député européen (GUE/NGL)
Modérateur :
Alain BARRAU, directeur du bureau du Parlement européen en France

11.30 > 12.30 Débat avec la salle

12 .30 > 13.00 Conclusion
Le point de vue syndical par Bernadette SÉGOL – secrétaire générale de la Confédération européenne des syndicats

Cette table ronde a bénéficié de la couverture du journal en ligne Toute l'Europe.

Table ronde : "Élections européennes : quels enjeux ?"

SYNTHÈSE

Annie Quillon, *administratrice du Groupe Macif*
La construction européenne est en marche et résulte de la confrontation des idées et de la participation de chacun. C'est pourquoi la Macif entend prendre sa place dans le débat européen. J'ouvrirai cette table ronde en remerciant l'ensemble des invités pour leur participation ainsi que le public. J'adresse aussi un salut particulier à Pervenche Berès, qui a défendu avec beaucoup d'énergie le statut de mutuelle européenne au sein du Parlement européen.
L'objectif de cette matinée est de débattre activement des principaux enjeux de l'Europe contemporaine. Elle s'inscrit dans le cadre de l'accord de coopération avec Notre Europe - Institut Jacques Delors, dont l'objectif est de sensibiliser délégués, salariés, et sociétaires aux enjeux européens. Cette année, le Parlement élu aura son mot à dire dans la désignation du président de la Commission européenne ; les électeurs choisiront donc non seulement des députés, mais un représentant pour ce poste central des institutions. Cette personnification pourra-t-elle susciter un regain d'intérêt parmi les électeurs ? Pour ma part, je le souhaite.

Nicole Gnesotto, *vice-présidente de Notre Europe - Institut Jacques Delors*
Pour situer l'Union européenne dans une perspective mondiale, nous pouvons identifier trois enjeux :

L'Efficacité. La question de la pertinence du cadre national par rapport à l'échelon européen se pose dès lors qu'on examine des défis de taille comme la crise économique, le climat ou les grandes pandémies. L'UE représente potentiellement la première puissance économique du monde, avec 20 % du PIB mondial (4 % pour la France) et 500 millions d'habitants. Il faut arriver à convaincre les citoyens que l'UE est la condition d'efficacité des nations qui la composent.

La Prospérité. L'époque de prospérité des 30 glorieuses est derrière nous. Les performances de l'UE doivent être adaptées à ce nouveau monde, avec des réponses en adéquation avec les défis de la mondialisation. Les partis politiques doivent donner des réponses très fortes pour faire comprendre aux citoyens que la précarisation de la population depuis la crise est plus liée à la mondialisation qu'à l'Europe.

La Sécurité. L'Europe vit depuis 60 ans une déresponsabilisation stratégique. Elle a laissé au commerce et aux États-Unis le soin de pacifier le monde. Or la crise ukrainienne montre que rien n'est acquis. Il est temps de se reposer la question d'une politique de sécurité à l'échelle européenne pour prévenir la déstabilisation possible du continent européen.

Annie Quillon

Yann Mens

Pervenche Berès

UN MONDE SANS TÊTE

Yann Mens, *rédacteur en chef d'Alternatives internationales*
Le monde vit un moment particulier, illustré par les crises syriennes et ukrainiennes. Après les excès des années Bush, les États-Unis sont réticents à intervenir, les grands pays émergents ne sont pas encore une force de proposition durable, et l'UE apparaît affaiblie, divisée. On ressent une angoisse face à cette absence de pilotage, et certains analystes brandissent le spectre d'un G0. Dans ce contexte, quelle peut-être la place de l'UE sur la scène internationale ? Pourra-t-elle continuer à être une puissance économique sans avoir vraiment les moyens de son autonomie militaire ?

L'UE a longtemps été une source d'inspiration dans le reste du monde, avec l'instauration d'une paix durable, la libre circulation et la monnaie unique. Aujourd'hui fait-elle toujours rêver ? Affaiblissement économique, dissensions politiques, concurrence entre États membres : ce modèle inspire moins qu'autrefois. Le monde doit aujourd'hui inventer de nouvelles formes globales de gouvernance pour traiter de sujets communs comme l'environnement, l'énergie, ou la finance internationale. Plus que jamais, l'UE doit se doter d'une cohésion suffisante pour porter une vision, et être force de proposition. Espérons, que l'audace sera de retour après les élections au Parlement, et la désignation d'une nouvelle Commission.

Alain Barrau, *directeur du bureau d'information en France du Parlement européen, modérateur de la table ronde*
Je voudrais rappeler que la construction européenne a garanti la paix sur le continent, sa politique agricole commune, notre indépendance alimentaire, et que l'euro a limité les dégâts causés par la crise monétaire et bancaire. Enfin, sans possibilité de négociation commerciale à l'échelon européen, nous ne serions qu'une addition de pays moyens.

Il faut veiller à bien situer les enjeux de cette campagne dans une perspective européenne et non nationale. Au moment où le projet européen essuie un rejet croissant de la part de nos concitoyens, il faut trouver le moyen de faire entendre leur voix. Avec son programme d'éducation populaire, le bureau d'information du Parlement a organisé 122 débats sur cinq ans, offrant ainsi les moyens d'analyse nécessaires pour réfléchir sur ces questions.

TABLE RONDE

Pervenche Berès, *députée groupe de l'Alliance progressiste des socialistes et démocrates (SD)*
L'Europe est confrontée à des défis sans précédents sur le plan environnemental, énergétique et économique auxquels elle doit faire face de façon innovante. Cette campagne électorale se joue à l'échelle du continent ; elle est donc fondamentale. À travers cinq exemples, je souhaite montrer en quoi notre travail peut faire concrètement la différence sur la vie quotidienne des citoyens :

1. **L'Union bancaire** a permis de responsabiliser les banques face à leurs propres dérives, et de protéger le budget des États membres. Lorsque ce projet a été débattu au Parlement, les députés de tous les partis ont résisté au patriotisme économique de chaque État membre pour voter une véritable Union bancaire.
2. **Le Fonds d'aide aux plus démunis,** avancée majeure qui avait permis d'instaurer une solidarité européenne s'est trouvé menacé. Il a été sauvé car la société civile s'est mobilisée et a trouvé dans le Parlement l'espace d'efficacité pour faire porter sa voix.
3. **La Garantie jeunesse** s'est imposée comme une nécessité face au taux de chômage élevé des jeunes Européens. Le Parlement a fait pression pour que cette garantie ne soit pas une recommandation, mais un outil inscrit dans la législation européenne.
4. **La Sanctuarisation de la dépense sociale dans la politique de cohésion.** Avec la complicité du commissaire Lázló Andor, le Parlement s'est battu pour que la part consacrée au FSE ne soit pas au dessous des 23,1 %.
5. **La Directive sur le détachement des travailleurs.** Le Parlement a arraché une meilleure définition de ce qu'est un travailleur détaché. C'est une contribution déterminante.

Malgré ces avancées, la donne ne suffit pas. Si le projet européen veut regagner la confiance de ses citoyens, et celle du monde, il ne doit pas déconstruire son modèle social. Aussi, il est impératif que la loi sociale ne soit pas contredite par celle du marché intérieur et la libre circulation. Cela passe par une consolidation de la hiérarchie des droits dans le traité, et donc un président de la Commission convaincu de cette priorité.

Jean-Jacob Bicep, *député groupe des Verts / Alliance libre européenne (ALE)*
Face à la donne géopolitique et économique mondiale, l'Union européenne constitue effectivement l'échelon nécessaire pour atteindre le seuil d'efficacité. Mais il ne suffit pas de parler d'efficacité économique. S'il existe une défiance envers le projet européen et ses institutions, qu'illustre la progression du taux d'abstention, c'est que la majorité des citoyens ne comprennent pas le mécanisme de prise de décision. Il y a là un manque de lisibilité et un déficit pédagogique certains.
Pour remettre l'Europe au cœur des préoccupations de nos concitoyens, une plus grande accessibilité des institutions européennes et donc leur démocratisation est nécessaire. Relançons le débat institutionnel sur l'Europe, afin de permettre au plus grand nombre de participer concrètement à la construction de ce beau projet.

Jean-Marie Cavada, *député groupe Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe (ALDE)*
Il se passe quelque chose de dangereux dans ce pays : les chaînes télévisées publiques ne parlent pas assez d'Europe, et certaines chaînes privées n'ont même plus de correspondants à Bruxelles. Ces élections, pourtant d'une importance historique, ne bénéficieront pas du débat de fond qui est essentiel à la vie démocratique. Ceci est inacceptable à l'heure où la France a tant besoin d'Europe, et où l'avenir de l'UE n'a jamais été autant remis en question. Il est urgent de nous adresser aux anti-européens, de nourrir par la pédagogie l'intelligence des eurosceptiques et de répondre aux questions des pro-européens, afin que tous aillent voter.
L'Union européenne a besoin de nouvelles perspectives : les États membres doivent enfin accepter de déléguer les éléments de souveraineté qu'ils ne peuvent résoudre par leur capacité financière. Les politiques extérieures, de sécurité, énergétique, financière, fiscale et sociale devraient être traitées au niveau européen. Pour cela, il faut finir les institutions en les simplifiant, et développer un gouvernement partant d'abord de la zone euro, et incluant ensuite les pays voulant participer à cette politique. Pour faire fonctionner ce projet, il nous faut un exécutif simple et cohérent, et l'initiative législative qui manque encore au Parlement. Instaurons aussi un système d'emprunt européen pour développer la recherche, coordonner et relancer nos politiques économiques.

Alain Barrau
Nicole Gnesotto

Jean-Marie Cavada

Constance Le Grip, *députée groupe du Parti populaire européen (PPE)*
Nous assistons aujourd'hui à un paradoxe doublé d'un drame : l'abstention progresse à mesure que le pouvoir du Parlement augmente. La perception des enjeux de ces élections européennes n'est donc pas au rendez-vous car nos concitoyens n'ont pas compris que le Parlement est devenu un lieu de pouvoir.
Pour ma part, je ne souhaite pas rouvrir un débat institutionnel qui s'adresse surtout aux initiés. Nos concitoyens attendent surtout que nous soyons plus concrets et que nous retrouvions le chemin de la croissance. Ceci est une priorité absolue. Pour cela, le renforcement de l'intégration économique et budgétaire est à poursuivre sans dériver pour autant vers une hyper-réglementation dont la pertinence n'est pas toujours perçue.
Pour une UE concrète et efficace, la question des compétences et de ses domaines d'action se pose, y compris celle de son architecture à venir. Devons-nous mener toutes les politiques à 28, ou faire une Europe à géométrie variable ? Celle-ci existe déjà dans une certaine mesure avec la zone euro et les accords de Schengen.
Pour que l'Europe devienne une "Europe puissance" sur la scène internationale, ses moyens doivent être renforcés pour exister de manière offensive dans les domaines industriel et commercial, monétaire, climatique et migratoire. À la fierté d'être français, ajoutons la fierté d'être européens.

Patrick le Hyaric, *député groupe Gauche unitaire européenne / Gauche verte nordique (GUE/NGL)*
Nous n'avons jamais eu autant besoin de rassembler nos énergies pour affronter des défis majeurs comme le climat et la crise économique. En même temps, nous constatons un désaveu de nos concitoyens vis à vis de la construction européenne. Ne pas résoudre cette contradiction pourrait nous mener vers une impasse terrible, alors que nous en avons les moyens.
Nous sommes plongés dans la mondialisation du capitalisme financier à outrance qui a pour conséquence un creusement sans précédent des inégalités et une précarisation massive des populations. Vouloir s'y conformer serait fort regrettable quand nous pouvons inventer une Europe qui protège ses citoyens grâce à un modèle coopératif, solidaire et plus démocratique. L'austérité n'est pas la solution pour sortir des difficultés, et améliorer le bien-être des individus ; elle ne fait que fragiliser ceux qui n'ont que leur travail ou leur retraite pour vivre, quand les banques privées s'enrichissent sur les déficits des États. Orientons-nous plutôt vers une politique de relance, en préservant notre modèle social.

Notre parti propose une démocratisation du fonctionnement de la BCE avec sa mise sous contrôle du Parlement et une politique de création monétaire au service du social et de l'emploi. Un fonds de développement pourrait être créé pour financer des chantiers importants comme la transition énergétique, le renforcement de la garantie jeunesse, l'instauration d'un salaire minimum dans tous les États membres. Nous aurons alors jeté les bases d'une refondation de l'UE au service du progrès social, humain, écologique et féministe.

Constance le Grip

Patrick le Hyaric

ÉCHANGES AVEC LA SALLE*

“ Il faut réussir à mobiliser les électeurs autour du projet européen en leur faisant comprendre qu’il leur appartient, et veiller à modérer l’ambition des États nations si on veut s’orienter vers une construction fédérale. ”

Pervenche Berès : avec les élections, le Parlement est le lieu où se fabrique le débat public européen. Nous devons montrer clairement que les cinq partis n’ont pas la même vision de l’Europe.

“ Quelle perspective donne-t-on aux jeunes en Europe, qui sont plongés dans une grande précarité ? À l’heure où certains parlent d’un smic flexible, les moyens déployés pour la Garantie jeunesse sont à mes yeux insuffisants. Il faudrait également légiférer sur les transactions Internet afin que la TVA soit versée aux pays où ont lieu les transactions.”

Patrick le Hyaric : le débat sur le smic initié par Pierre Gattaz est malsain. On ne peut faire entrer les jeunes dans le monde du travail en passant par la case esclavage. Le revenu minimum a été voté au Parlement, il reste à imposer un salaire minimum évolutif.

Jean-Jacob Bicep : les revenus et salaires minimums ne peuvent être seulement établis en fonction de la richesse produite par les États membres. Il faut un minimum décent pour éviter le dumping social.

Pervenche Berès : nous n’avons obtenu que six milliards d’euros pour la Garantie jeunesse, alors qu’il en faudrait 21. Martin Schulz, s’il accède à la présidence de la Commission, s’engage à rouvrir le débat. Sur le plan fiscal, l’affaire des GAFA (Google, Amazon, Facebook, Apple) est un vol organisé contre lequel la Commission n’a rien fait. Cette question doit être traitée en priorité dans la future mandature.

“ Le fonctionnement institutionnel européen devrait être à la fois compréhensible et pertinent, avec des informations accessibles à tous quant aux prises de décision. La diffusion des informations sur l’Europe sur les chaînes publiques à des plages horaires correctes, devrait être inscrite dans la loi. Enfin, pourquoi ne parle-t-on plus de long ou de moyen terme au profit d’échéances courtes ? ”

Patrick le Hyaric : les normes comptables devraient faire prévaloir le long terme social et humain. Les grands chantiers comme celui de la transition énergétique nécessitent une vue sur le long terme.

Jean-Marie Cavada : on flatte aujourd’hui la facilité quand la démocratie doit savoir imposer des devoirs et faire respecter le débat démocratique. Le sens moral des médias s’est perdu au profit du diktat de l’audience. En même temps, les dirigeants nationaux devraient avoir le courage de dire que l’affaire européenne est une affaire domestique, et Bruxelles communiquer davantage sur son action dans les États membres.

Jean-Jacob Bicep

Jean-Jacob Bicep : le système institutionnel européen est difficilement compréhensible et doit être revu dans son ensemble. La vertu d’une grande démocratie est d’avoir des institutions lisibles et accessibles au plus grand nombre. C’est la base de la démocratie.

Pervenche Berès : la question des institutions n’est pas essentielle ; il est surtout important qu’elles soient au service d’une stratégie politique efficace. Leur changement d’architecture viendra naturellement. La crise actuelle est une crise du court terme qui est la maladie infantile du capitalisme. Nous avons besoin aujourd’hui d’un pouvoir européen fort, capable de se projeter sur le long terme pour élaborer des stratégies d’intérêt commun.

**Pour des raisons d’agenda, madame Constance le Grip a dû s’absenter avant la fin de la table ronde. Elle n’a donc pu échanger avec la salle en fin de séance.*

CONCLUSION

Le point de vue syndical

par **Bernadette Ségol,** *secrétaire générale de la Confédération européenne des syndicats (CES).*

La représentation syndicale est un élément structurant à la vie démocratique. C'est pourquoi il est essentiel que la CES puisse exercer son regard critique et être une force de proposition pour le Parlement. Une place doit lui être reconnue dans les traités européens. La CES a toujours envisagé le projet européen d'une manière positive, à condition que le développement économique soit accompagné de progrès social.

Au cours de ces années, bien des acquis ont été obtenus, des accords négociés sont devenus loi. Mais depuis la crise financière, le droit social est apparu aux yeux des dirigeants comme un obstacle en Europe, et non comme une richesse. Les comptes publics doivent certes être redressés, mais avec des délais plus longs, et pas au détriment du bien-être des citoyens. Quand je m'adresse aux travailleurs européens, je dois pouvoir leur présenter autre chose qu'une société où le chômage est considéré comme le sous-produit nécessaire d'une politique économique. Je voudrais au contraire leur présenter le visage d'une Europe qui protège ses habitants contre la précarité et le chômage. Le risque est réel de les voir se tourner vers les solutions simplistes avancées par les populistes.

Nous ne pouvons nous satisfaire d'une société où chômage et précarité règnent. Pour sortir de cette crise, il faut une nouvelle voie pour l'Europe, une voie sociale ; le monde syndical défend un projet européen où les droits économiques ne sont pas prioritaires sur les droits sociaux, un programme qui empêche le dumping social, avec un salaire minimum fixé à 60 % du salaire moyen, et l'idée d'un vaste plan d'investissement. Enfin, nous nous battons pour qu'en Europe, le dialogue syndical fasse partie intégrante du débat démocratique et que les forces que nous représentons soient écoutées.

Élections européennes, pourquoi voter ?

Le Parlement européen est la seule institution de l'UE à être élue directement par les citoyens

- Depuis 1979, tous les citoyens majeurs de l'Union européenne peuvent voter pour leurs députés. En France, l'ensemble des tendances politiques sont représentées ; 74 députés français issus de 8 circonscriptions siègeront au Parlement européen pour un mandat de 5 ans (2014-2019).
- Le Parlement européen compte 751 députés choisis par 508 millions d'électeurs. C'est une des plus grandes assemblées démocratiques. Les députés sont élus au prorata du score obtenu par chaque parti politique, sur la base d'un scrutin de listes.
- Avec le Conseil des ministres de l'UE, le Parlement adopte la majorité des textes législatifs et le budget européen. Il exerce aussi un contrôle politique sur la Commission européenne.

Le résultat des élections contribuera à désigner le prochain président de la Commission européenne

Depuis le traité de Lisbonne, les chefs d'État et de gouvernement devront proposer un candidat à la présidence de la Commission en tenant compte de la nouvelle composition politique du Parlement européen.

Les législations votées par le Parlement européen ont un impact sur le quotidien des citoyens

Depuis 2009, le pouvoir de codécision du Parlement européen a été étendu à plus de 40 nouveaux domaines. Les législations votées ont un impact sur des domaines comme l'efficacité énergétique, la justice, l'emploi et la solidarité, l'éducation et le secteur bancaire. Par ailleurs, environ un tiers des législations et ordonnances appliquées en France sont issues de textes européens. Le Parlement a par exemple voté des mesures pour réduire le gaspillage d'énergie, mais aussi adopté une législation visant à réduire le risque d'une nouvelle crise financière.

Voter aux élections européennes, c'est choisir un projet politique pour l'Europe

Les députés européens se regroupent en fonction d'une des 7* sensibilités politiques représentées au Parlement. Le choix d'un candidat a donc des conséquences sur les législations adoptées. Voter, c'est donner sa voix à un projet pour l'Europe, en adéquation avec ses convictions et ses valeurs.

**et des non-inscrits*

Propos recueillis par Julie Higonnet

Gérard Andreck

président du Groupe Macif

La table ronde sur les élections européennes qui s'est déroulée le 24 avril dernier, a rassemblé des parlementaires représentant les cinq principaux partis qui présentent leur candidature pour la circonscription Île-de-France. Ils ont chacun dressé un bilan de la politique européenne menée jusqu'alors puis exposé leurs visions et projets pour la prochaine législature. Qu'attendez-vous de ces élections, sur un plan général et plus particulièrement pour le monde mutualiste?

Ces élections européennes représentent un enjeu majeur pour l'avenir politique et législatif de nos pays. J'ai l'espoir que le Parlement européen et la Commission seront à l'écoute des attentes des citoyens, et qu'ils mèneront une politique plus centrée sur l'humain et plus soucieuse de la protection des individus. Aujourd'hui, des disparités subsistent entre les États membres, tant sur le plan économique et financier que social. Or, j'ai tendance à penser que le rôle de l'Europe est de tendre à une harmonisation vers le haut, et d'améliorer le sort des territoires les plus en difficulté en alliant comme l'a souligné Jacques Delors, compétition, coopération et solidarité. Le Parlement doit pouvoir peser de tout son poids pour veiller à ce que ce soit réellement le cas.

Mais je ne cache pas que cette attente est teintée d'inquiétudes au vu de la montée des populismes et de l'abstention qui se profile. Il serait regrettable que cette élection devienne un vote sanction envers les politiques menées par nos gouvernements nationaux.

Concernant le Groupe Macif, nous avons oeuvré activement pour que le statut de mutuelle existe au niveau européen. En ce sens, nous avons gagné ce pari puisque la Commission et le Parlement ont reconnu le poids économique que nous représentons. Cette question a donc été inscrite à leur agenda, même si elle arrive un peu tard. Espérons que la prochaine législature poursuive la dynamique initiée par la précédente, car il est essentiel pour nous d'avoir une légitimité sur le plan européen, et une égalité de traitement vis à vis de nos concurrents.

« Le système mutualiste place l'humain au cœur de son projet, et ceci doit rester notre marque de distinction. »

Pourriez-vous esquisser le visage futur des mutuelles au regard des changements que connaît notre monde ? Comment se positionnerait-elle face aux enjeux de la globalisation ?

Le système mutualiste place l'humain au coeur de son projet, et ceci doit rester notre marque de distinction. Pour autant, le Groupe Macif est bien conscient des mutations importantes que connaît le secteur assurantiel, notamment en matière réglementaire. De plus, avec les dérèglements financiers engendrés par la crise, nous avons pu constater la nécessité de nous doter d'une stratégie efficace, en particulier pour le contrôle des risques. Cela signifie que pour accompagner le mouvement, nous devrons passer par une meilleure répartition des qualités et des compétences de chacun. Une mise à niveau technique et juridique solide de l'ensemble des dirigeants élus, qui se distinguent déjà par leur sens de l'intérêt général et leurs compétences politiques, sera incontournable. Ce partenariat avec Notre Europe - Institut Jacques Delors, prend là toute sa place car le cadre réglementaire au sein duquel nous exerçons dépasse bien largement le cadre national.

L'autre tendance qui se dessine est une concentration vers de grands groupes de mutuelles. Il est évident que le temps de l'association spontanée est terminé : la mondialisation, la modifi-

cation de nos modes de vie et l'évolution toujours plus rapide des technologies et des moyens de communication nécessitent, si nous voulons rester compétitifs, des investissements énormes que seules de grandes structures peuvent mettre en oeuvre.

Vous arrivez au terme de votre mandat pendant lequel vous avez soutenu le rapprochement du Groupe Macif avec le think tank Notre Europe - Institut Jacques Delors. Pensez-vous poursuivre dans cette voie ?

Je suis en effet très fier d'avoir initié ce partenariat. Il a d'abord fallu convaincre une partie des forces présentes au sein de la Macif de son bien fondé. Mais avec le temps, et grâce à la volonté de tous, ce partenariat a gagné en légitimité ; je peux dire aujourd'hui que c'est une réelle réussite. Je n'ai eu d'ailleurs que des retours positifs, et pas seulement au sein du Groupe ! Grâce aux événements organisés et à la haute qualité des intervenants, nous avons tous progressé à la fois individuellement et collectivement sur notre connaissance des enjeux européens. Notre Europe - Institut Jacques Delors est un déclencheur de réflexion, et j'aurai à cœur, lorsque j'aurai quitté mes fonctions de président, de soutenir ce partenariat afin qu'il soit pérennisé.

Ute Meyenberg

*représentante des syndicats européens à travers UNI Europa Finance**
dans le groupe des parties intéressées de l'ABE.

« Le défi à relever est donc de taille puisqu'il s'agit comme l'a dit Pervenche Berès, d'inverser le courant négatif en courant positif. »

Quel est votre sentiment global sur les enjeux abordés au cours de cette table ronde, et plus précisément sur ceux touchant au domaine bancaire ?

Franco-allemande, j'ai eu la chance de vivre dans différents pays d'Europe, c'est pourquoi j'ai du mal à comprendre cette défiance envers l'Union européenne. La monnaie unique et la libre circulation des personnes sont pourtant des atouts formidables et concrets qui élargissent les possibilités d'entreprendre, et enrichissent la vie personnelle. Mais aujourd'hui cela parle peu aux citoyens qui voient plutôt dans l'Union européenne la source de nombreux maux. Le défi à relever est donc de taille puisqu'il s'agit comme l'a dit Pervenche Berès, d'inverser le courant négatif en courant positif.

Sur le plan financier, l'Union bancaire est apparue comme une nécessité afin d'éviter l'éclatement de la zone euro. La mise en place de capacités communes de supervision, de résolution et d'intervention est un grand pas en avant, mais il faudra aller plus loin, en assurant une véritable intégration fiscale et budgétaire. Comme les banques pèsent très lourd au regard des PNB des pays de la zone euro, la santé du secteur financier est essentiel pour assurer la stabilité économique des pays. C'est pourquoi la finance a été mise au premier plan. Je regrette cependant que dans le marché intérieur, le souci d'harmonisation économique ait relégué au second plan les lois sociales. Les mentalités doivent évoluer en ce sens.

** UNI Europa Finance est membre de la CES*

Philippe Cayla

président d'Euronews development
et d'Européens sans frontières

Les intervenants de la table ronde ont relevé les enjeux multiples liés aux élections de mai 2014. Quels enseignements en avez vous retiré ? Quel est votre sentiment sur l'alerte lancée par Jean-Marie Cavada sur le manque de couverture de cet événement dans les médias français ?

Les citoyens expriment aujourd'hui leur mécontentement en s'en prenant à l'Europe et à l'euro, alors qu'il faudrait s'interroger sur la responsabilité de nos propres gouvernements. Au sein de la zone euro, certains pays ont une économie plus florissante que d'autres, ce qui montre que les solutions pour combattre la crise et le chômage doivent avant tout être trouvées au niveau national. Nous vivons dans un pays où la culture du risque a complètement disparu ; avoir inscrit le principe de précaution dans notre constitution est en ce sens emblématique. Or, il n'y a pas d'entreprise sans risque, et pas d'emploi sans entreprise. C'est ce qui fait tourner l'économie.

Le rôle de l'Europe est justement de créer un grand marché d'opportunités et d'ouvrir des horizons pour ceux qui souhaitent entreprendre. Certains déplorent la mobilité des jeunes diplômés français, alors qu'on pourrait plutôt l'envisager comme une chance pour eux de trouver un emploi, et un enrichissement pour la France de les voir revenir nourris et grandis de ces expériences. Ce refus de mobilité est selon moi un signe que la France peine à aller de l'avant.

Nicole Gnesotto a relevé que la sécurité est un enjeu européen d'actualité. Avec la crise ukrainienne, on s'aperçoit que le rideau de fer n'a pas disparu, mais qu'il s'est déplacé vers l'Est. C'est une sécurité pour nous, et un argument fort en faveur de l'élargissement de l'UE, malgré les soucis de concurrence interne qui finiront par s'ajuster.

Concernant les médias, Jean-Marie Cavada a en effet touché un point sensible. Si les élections européennes sont couvertes par la presse écrite et la radio, la télévision ne s'investit pas suffisamment. La diminution du nombre de correspondants à Bruxelles montre que malheureusement, c'est une tendance générale en Europe. Même si nous n'avons pas l'audience d'un grand média, nous essayons à euronews de faire notre métier au mieux : les affaires européennes sont traitées à Bruxelles par une équipe d'une quinzaine de journalistes, ce qui est unique pour une chaîne d'information internationale.

A titre personnel, j'ai créé l'association Européens sans frontières qui lance des initiatives pour renforcer la citoyenneté européenne et le sentiment de communauté de destin en Europe. Nous venons de lancer l'opération "Rock the Eurovote" : de courtes vidéos rassemblent des témoignages de personnalités du monde de la culture, tenant un discours pro-européen mais non partisan, appelant les Français à aller voter le 25 mai. Sans affiliation politique, elles ont l'assise populaire nécessaire pour convaincre les plus hésitants de l'importance de ces élections.

Rock the Eurovote :
www.rocktheeurovote.eu

Association Européens sans frontières :
www.europeenssansfrontieres.eu

« Le rôle de l'Europe est justement de créer un grand marché d'opportunités et d'ouvrir des horizons pour ceux qui souhaitent entreprendre. »

Philippe Da Costa,

directeur général adjoint Innovation et relations extérieures, Groupe Macif

« Avec cette nouvelle page qui s'annonce, nous avons espoir que les citoyens et le politique seront placés au coeur des préoccupations.

Qu'attendez-vous des élections européennes d'un point de vue général, et pour le Groupe Macif en particulier ?

Il nous a semblé indispensable d'apporter notre contribution au débat démocratique en accueillant cette table ronde. Les parlementaires ont ainsi pu partager leur vision des grands enjeux européens. Ces élections marquent la fin d'un cycle pour l'Union européenne qui a été confrontée à une crise sans précédent, à la fois économique et systémique. Avec cette nouvelle page qui s'annonce, nous avons espoir que les citoyens et le politique seront placés au coeur des préoccupations.

Du point de vue de la Macif, nous avons tous en tête la question du statut de mutuelle européenne. J'espère que le chantier qui a été lancé par le Parlement et la Commission actuels deviendra prioritaire lors de la prochaine mandature, et que les engagements pris à Strasbourg en janvier dernier par les commissaires Tajani et Barnier seront traduits en acte. Nous attendons aussi que l'économie sociale puisse trouver toute sa place dans la politique européenne. Nous travaillons, en partenariat avec différents acteurs de l'économie sociale au niveau de l'UE , à un événement[2] qui se déroulera à Bruxelles en octobre prochain. Il aura pour but de redire l'importance de l'économie sociale dans l'espace européen.

Quel rôle la direction des Relations Extérieures entend-elle jouer au regard du contexte européen et plus largement international ?

Le Groupe Macif a conscience que dans ce monde en pleine mutation, une partie de son avenir, comme le cadre réglementaire et de solvabilité, se joue à l'échelle européenne. Notre destin repose donc sur notre capacité à développer une stratégie d'influence permettant de faire connaître et reconnaître notre modèle d'entrepreneuriat hors de nos frontières.

Nous souhaitons également développer des formes de solidarité sur un axe Nord-Sud, vers le bassin méditerranéen en premier lieu, mais également vers l'Afrique subsaharienne. Nous sommes convaincus que l'économie sociale, et les mutuelles en particulier, peuvent apporter des solutions concrètes en matière de santé aux populations de ces territoires. À l'initiative de la Macif et d'autres acteurs de l'ESS, nous avons réuni en mai 2013 à Tunis, près de 600 dirigeants de l'économie sociale autour l'événement MedESS[3] qui a posé le socle d'un engagement fort en Méditerranée. Ceci offre de véritables perspectives pour demain.

[2] *Social Economy Europe : www.socialeconomy.eu.org, conseil des entreprises, employeurs et groupements de l'économie sociale : www.ceges.org, entre autres*

[3] *Méditerranée économie sociale et solidaire*

FIL ROUGE

Cette nouvelle rubrique des Rencontres européennes entend suivre l'actualité européenne en prenant pour fil conducteur les thématiques déjà abordées lors d'événements organisés dans le cadre de l'accord de coopération. Le sujet de la précarité énergétique en Europe fait le lien entre la conférence sur la transition énergétique qui eut lieu à Paris en mai 2013 et celle qui se déroulera le 23 septembre prochain sur l'efficacité énergétique du bâtiment (voir notre agenda p.3).

LA PRÉCARITÉ ÉNERGÉTIQUE EN EUROPE

On estime aujourd'hui que la précarité énergétique touche entre 50 et 125 millions de citoyens européens. Cette fluctuation est due au manque d'une réelle définition de ce terme, mais l'augmentation du coût de l'énergie, doublé de la crise économique et financière, ne fait qu'accroître ce chiffre. L'urgence se fait sentir en Europe d'agir pour remédier à cette situation qui concerne autant la politique énergétique européenne que la politique sociale.

Comment lutter contre cette précarité énergétique en Europe ? Telle est la question majeure qui a été posée lors d'une conférence organisée le 5 mars 2014 à Bruxelles, au siège du Comité économique et social européen, qui a réuni des chercheurs, différentes parties prenantes du secteur énergétique et des représentants de la société civile. Après avoir dressé un état des lieux à partir des données disponibles dans les différents états membres, les intervenants ont évalué la possibilité d'une définition commune, puis étudié les solutions pouvant être mises en place au niveau européen.

Si les données disponibles varient d'un pays à l'autre, les intervenants ont globalement convenu qu'elles sont insuffisantes pour saisir l'ampleur du phénomène et qu'une réelle enquête reste encore à mener. Est considérée comme précaire énergétiquement une famille pour laquelle il est difficile, et parfois impossible, de satisfaire ses besoins élémentaires en énergie en raison de l'inadaptation de ses ressources ou de ses conditions d'habitat. Cette définition simple peut constituer un point de départ ; d'autres critères permettent également de l'appréhender.

Ute Dubois, de l'ISG Business School de Paris, a dressé un panorama des multiples facettes de la précarité énergétique en France, ses manifestations, ses raisons. Plusieurs tendances se dessinent, entre les foyers "prisonniers" de chauffages collectifs non réglables à faible efficacité énergétique ou de logements sociaux vétustes, en passant par les ménages à faibles revenus.

La lecture de ces résultats révèle que la précarité énergétique a des conséquences multiples qui vont bien au delà des difficultés à chauffer un foyer :

- **Financières**
Les difficultés à payer les factures d'énergie entraînent l'endettement, l'instauration d'un mécanisme de restriction et l'utilisation d'autres budgets tout aussi importants comme l'alimentation et la santé.

- **Techniques**
Les restrictions de chauffage ont des conséquences sur les logements (humidité, mauvaise aération) qui entrainent leur détérioration.

- **Sociales**
Un logement dégradé génère un sentiment d'injustice, une dégradation des relations avec le bailleur.

- **Sanitaires**
Une ambiance froide entraîne des difficultés à être propre, engendre de la fatigue et favorise certaines pathologies. Des systèmes alternatifs de chauffage (pétrole, gaz) peuvent provoquer des accidents domestiques.

- **Environnementales**
Car les logements vétustes sont peu performants, la précarité énergétique engendre un fort gaspillage d'énergie et donc des émissions importantes de CO_2.

QUELLES SOLUTIONS ?

Des initiatives locales
Comme le souligne Christine Liddel de l'université de l'Ulster, une simple définition suffit; il est surtout important d'agir pour contrer ce mal grandissant. Les initiatives locales existent, comme l'a démontré Marie Moisan en exposant les grandes lignes de l'expérience menée avec le projet Achieve (voir encadré). Mais ces dernières ont aussi démontré leurs limites. Des actions doivent être menées sur une échelle systémique européenne.

Des initiatives concertées sur le plan européen
Les différents États membres ont mis en place des politiques nationales pour lutter contre ce phénomène, mais la plupart des intervenants ont souligné leur manque de coordination dans ce domaine. Pour Karima Delli, députée européenne (verts), la création d'un **observatoire européen** de la précarité énergétique et du logement social constituerait une plateforme efficace pour collecter l'ensemble des données nationales, les analyser, mais aussi diffuser les bonnes pratiques mises en place par les États membres.

La **rénovation du parc immobilier européen,** pour le rendre plus efficace énergétiquement, apparaît comme une priorité. Des solutions financières doivent être mises en place pour accompagner les ménages dans la mise aux normes de leurs logements.

Parce que la réduction du phénomène passe d'abord par une meilleure information auprès des consommateurs, **les fournisseurs d'énergie ont aussi leur rôle à jouer** en simplifiant la lecture des factures, et en véhiculant les bonnes pratiques. La mise en place de conseillers énergétiques formant la population à une meilleure utilisation des ressources est aussi une solution envisageable.

Werner Neumann, ancien directeur de l'agence de l'énergie de Francfort, appelle de ses voeux une **transition énergétique écologique,** participative et sociale, soulignant l'aspect intrinsèque de ces notions (les énergies polluantes ont inévitablement des coûts cachés se répercutant sur les ménages les plus pauvres).

Enfin, Pierre-Jean Coulon a rappelé l'urgence de l'existence d'une **Communauté européenne de l'énergie,** vivement souhaitée par le CESE mais aussi par NE-IJD, seule capable de piloter l'ensemble des leviers nécessaires pour combattre ce fléau et s'orienter vers un modèle de société plus équitable, énergétiquement et socialement.

LE PROJET ACHIEVE

Le projet ACHIEVE a été soutenu par le programme « Énergie intelligente pour l'Europe » de la Commission européenne, pour réduire la précarité énergétique. Il s'est basé sur l'analyse des expériences et des bonnes pratiques déjà développées dans divers pays européens. Son but était d'identifier les ménages les plus vulnérables, afin de travailler avec eux sur la mise en place de solutions sur-mesure et simples pour réduire leur consommation et leurs factures d'énergie et d'eau.

Ce projet a eu vocation à développer dans cinq pays différents, dont la France, des outils et une méthode reproductibles à une large échelle pour :

- mieux identifier localement les ménages rencontrant des difficultés liées à l'énergie et à l'eau dans leur logement,
- évaluer avec eux leurs usages, leurs besoins et leurs options,
- développer localement des plans d'actions généraux et des solutions pratiques pour réduire la précarité énergétique et les émissions de CO_2, en travaillant avec les propriétaires occupants, les locataires, les propriétaires bailleurs et tous les acteurs pertinents.

Ce programme a été coordonné dans cinq pays de l'UE (Royaume-Uni, France, Allemagne, Slovénie, Bulgarie). Les résultats ont pu être évalués à 150 euros et 229kg de CO_2 d'économie par an et par foyer. Il a reçu entre autres le soutien de la Fondation Macif.

www.achieve-project.eu

Le projet ACHIEVE à Marseille :
http://www.youtube.com/watch?v=Sl2JmUtBNXg

Pour aller plus loin

LEXIQUE

Autorité bancaire européenne (ABE ou EBA) : aussi connue sous le nom d'Autorité européenne de surveillance. Crée afin de renforcer le Système européen de supervision financière.

Banque centrale européenne (BCE) : banque centrale de l'Union européenne. Elle est chargée d'émettre l'euro comme monnaie commune et unique, de définir les grandes orientations de politique monétaire de la zone euro et de prendre les décisions nécessaires à sa mise en oeuvre.

Comité économique et social européen (CESE) : assemblée consultative des partenaires économiques et sociaux européens.

Commission européenne : elle est, avec le Conseil de l'Union européenne et le Parlement européen, l'une des principales institutions de l'UE. Sa fonction principale est de proposer et de mettre en œuvre les politiques communautaires. Elle veille à l'application des traités.

Confédération européenne des syndicats (CES) : regroupe la plupart des organisations syndicales européennes. Elle représente les intérêts des travailleurs auprès des institutions de l'Union européenne.

Garantie européenne pour la jeunesse : nouvelle initiative visant à lutter contre le chômage des jeunes en proposant à tous les jeunes de moins de 25 ans, qu'ils soient inscrits au chômage ou non, une offre de qualité, dans les 4 mois suivant la fin de leur scolarité ou la perte de leur emploi.

Fonds européen d'aide aux plus démunis (FEAD) : programme créé en 1987, à la demande notamment de Jacques Delors et de Coluche. Il est destiné à appuyer l'action des États membres pour fournir des denrées alimentaires, des vêtements et autres biens de base aux plus démunis.

Fonds social européen (FSE) : un des instruments financiers de l'Union européenne. Il vise à soutenir l'emploi dans les États membres, mais aussi à promouvoir la cohésion économique et sociale. Les dépenses du FSE représentent environ 10 % du budget total de l'UE.

Parlement européen : organe parlementaire de l'Union européenne (UE) élu au suffrage universel direct. Il partage avec le Conseil de l'Union européenne le pouvoir législatif de l'Union européenne. 751 députés y siègent. Il sera renouvelé au printemps 2014.

Traité de Lisbonne : signé le 13 décembre 2007 à Lisbonne entre les vingt-sept États membres de l'Union européenne, ce traité modifie les deux traités fondamentaux de l'UE, à savoir le traité sur l'UE et le traité instituant la Communauté européenne.

Union européenne (UE) : union politique et économique composée de 28 États membres née le 7 février 1992 par la signature du traité de Maastricht.

Zone euro ou Union économique et monétaire (UEM) : zone monétaire qui regroupe les pays de l'Union européenne qui ont adopté l'euro comme monnaie unique. Elle compte aujourd'hui 17 pays. La Lettonie rejoindra la zone euro le 1er janvier 2014.

Liens utiles

Toute l'Europe : extraits de la table ronde
www.touteleurope.eu/actualite/elections-europeennes-quels-enjeux-cinq-candidats-repondent.html

Parlement européen
www.europarl.europa.eu

Bureau d'information en France du Parlement européen
www.europarl.fr

L'Union européenne
www.europa.eu

Le Ministère des affaires étrangères
www.diplomatie.gouv.fr

Confédération européenne des syndicats
www.etuc.org/fr

Projet Achieve
www.achieve-project.eu

Européens sans frontières
www.europeenssansfrontieres.eu/fr

Rock the Eurovote
www.rocktheeurovote.eu

Notre Europe - Institut Jacques Delors
www.notre-europe.eu

Groupe Macif
www.macif.fr

Publications récentes

Pascal Lamy

Quand la France s'éveillera

avril 2014, 176 pages. Editions Odile Jacob

« Inviter les Français à regarder le monde tel qu'il est ; leur montrer que le monde est moins une menace qu'une chance ; les convaincre qu'ils ont tous les atouts à condition de briser le prisme à travers lequel ils lisent le monde et que briser ce prisme ne signifie pas renoncer aux spécificités et aux ambitions françaises, ni tourner le dos à l'égalité et à la justice sociale, bien au contraire. Telle est l'ambition de ce livre.

Je voudrais transmettre ici un message d'espoir : le monde regarde l'Europe et nous regarde. Je l'ai appris lors de mes rencontres avec un grand nombre de responsables politiques, économiques, sociaux de la planète. Avec tous ceux qui attendent de l'Europe qu'elle "civilise la mondialisation". Car la France, et l'Europe avec elle, peuvent être des acteurs essentiels de ce nouveau monde globalisé qui émerge depuis une génération. » P. L.

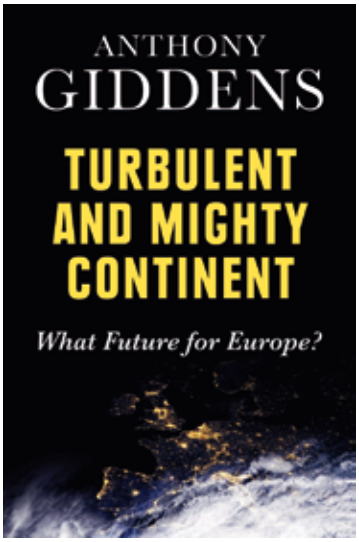
Proche de Jacques Delors, Pascal Lamy a été commissaire européen chargé du commerce (1999-2004) et vient de terminer son second mandat à la tête de l'Organisation mondiale du commerce. Il est président d'honneur de Notre Europe - Institut Jacques Delors

Anthony Giddens

Turbulent and Mighty Continent : What Future for Europe

novembre 2013, 224 pages, langue anglaise. Éditions Polity Books.

Winston Churchill dans son discours de 1946 voyait les " États-Unis d'Europe ", comme la solution pour " changer comme par miracle " ce " continent turbulent et puissant ". " C'est seulement ainsi, continuait-il, que des centaines de millions de travailleurs retrouveront les joies simples et les espoirs qui font que la vie vaut la peine d'être vécue."



Aujourd'hui, presque 70 ans plus tard, plus de 500 millions de personnes vivent dans les États membres du l'Union européenne – la plus grande communauté politique, à l'exception de la Chine et de l'Inde. L'euro, est utilisé à travers le monde pour des transactions économiques. Et pourtant, l'UE se trouve embourbée dans une des plus grandes crises de son histoire, une crise qui menace son existence même en tant qu'entité capable de peser sur les affaires du monde. Cette Europe ne semble plus aussi puissante qu'avant ; au contraire, elle est menacée de devenir un espace politique sans importance, ou pire encore, le théâtre de conflits turbulents. Des divisions surgissent dans toute l'Europe, pendant que la popularité de l'UE s'écroule. Comment renverser cette situation ?

Il serait erroné, affirme Anthony Giddens, de voir dans les infortunes de l'euro l'unique source du malaise européen. L'UE doit faire face à des problèmes qu'elle partage avec la majorité des pays développés du monde. La réforme en Europe, doit aller bien au-delà de la stabilisation de l'euro, aussi redoutable et périlleux que soit ce défi. Déployant un ensemble d'idées nouvelles, Giddens suggère qu'il est temps de repenser en profondeur le projet européen dans son ensemble.

présentation du livre traduite par Julie Higonnet

Co-production ***Notre Europe - Institut Jacques Delors*** et ***Groupe Macif.***
Avec le soutien de la présidence, de la direction générale et de la direction des relations extérieures du Groupe Macif.
Comité de rédaction : Jean-Pierre Bobichon, Ute Guder, Gérard Millet, Annie Quillon
Prises de vue : Mourad Chefaï et crédits photographiques : Groupe Macif / photo de couverture : © Christopher Cotrell
Rédaction et coordination : Julie Higonnet
maquette : Scop In studio 4 Philem Despiney & Jacques Aspert
Impression : service reprographie, siège social, Niort.
L'ensemble des numéros des rencontres européennes sont disponibles auprès du secrétariat de la direction des relations extérieures en version papier ou en version pdf. Merci de contacter : Gérard Millet 17-21 Place Etienne Pernet 75015 Paris +33 (0)1 55 31 63 11 gmillet@macif.fr ou Emmanuelle Scagliotti +33 (0)1 55 31 64 17 escagliotti@macif.fr